

Les Entretiens de la Maison Dorée

TROIS PUISSANCES MONTANTES : RUSSIE, INDE, CHINE *QUEL POIDS FUTUR DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE ?*

Compte-rendu de la conférence du 6 juillet 2006

LES INTERVENANTS

Introduction

Georges CHODRON de COURCEL
Directeur Général Délégué de BNP Paribas

Exposés

François BENAROYA
Analyste stratégique à la Direction du Développement
de BNP Paribas

et Jean-Joseph BOILLOT
Professeur agrégé de Sciences Sociales
Docteur en Economie

INTRODUCTION PAR M. CHODRON DE COURCEL

M. CHODRON de COURCEL est Directeur Général Délégué de BNP Paribas

Une récente étude réalisée par Goldman Sachs a révélé que les pays BRIC (le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) se hisseraient, en 2050, au premier rang des économies mondiales. Que ces projections soient justes ou non, force est de constater que ces quatre pays concentrent aujourd'hui 40% de la population mondiale, et enregistrent une croissance économique supérieure à la croissance mondiale. Un groupe comme BNP PARIBAS, en tant qu'acteur financier mondial, ne peut que s'intéresser à leur évolution. De fait, le dispositif de BNP Paribas sur ces pays est déjà très significatif et se renforce chaque année.

Ces Entretiens de la Maison Dorée sont l'occasion de procéder à un exercice prospectif et d'étudier les bouleversements économiques qui caractérisent ces pays, bouleversements qui ne sont pas sans conséquences sur l'économie mondiale. Pour cela, M. CHODRON de COURCEL accueille François BENAROYA et Jean-Joseph BOILLOT auteurs respectifs de deux ouvrages sur l'économie de la Russie et de l'Inde.

EXPOSÉ DE FRANÇOIS BENAROYA & JEAN-JOSEPH BOILLOT

Auteurs de l'Economie de la Russie et l'Economie de l'Inde

Les pays BRIC sont les quatre plus grands pays en développement : Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Ces pays sont au cœur de l'actualité économique. Pas un jour ne passe sans qu'un événement ne leur soit associé, de près ou de loin. Dans une récente enquête, Ernst & Young dévoilait que les grands groupes mondiaux souhaitent – ce qui ne surprendra personne – investir en priorité en Chine ou en Inde. Récemment, le groupe ARCELOR faisait l'objet d'une bataille assez originale entre des groupes détenus par des milliardaires indien et russe. Autant de preuves que ces pays sont appelés, sur les 50 prochaines années, à jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale

Le Rapport de Goldman Sachs

Le rapport de Goldman Sachs prévoit que la Chine, l'Inde (retrouvant le poids qui était le leur avant la révolution industrielle) se hisseront respectivement aux premier et troisième rangs mondiaux en 2050, les Etats-Unis et le Japon se trouvant relégués aux deuxième et quatrième places. Si la Russie connaît une évolution moins spectaculaire, elle est néanmoins appelée à devenir la 1^{ère} puissance européenne, devant l'Allemagne. **La démographie n'est pas le facteur déterminant pour expliquer l'émergence de ces nouveaux géants.** En effet, les projections réalisées par l'ONU montrent que la structure de la population mondiale ne devrait pas évoluer fortement sur cette période. Si le poids de la Chine dans la population mondiale est appelé à diminuer, celui de l'Inde devrait se stabiliser. Le modèle de Goldman Sachs repose en fait sur une hypothèse forte de convergence progressive des niveaux de vie. **Le PIB par habitant augmentant, l'écart entre les pays BRIC et les économies développées devrait se resserrer.** Cette convergence n'en sera pas moins lente et si les écarts de niveau de vie devraient être réduits en 2050, ils n'auront pas disparu pour autant.

L'étude de Goldman Sachs ne constitue en aucun cas une prévision exacte de la croissance mondiale sur les 50 prochaines années. L'étude propose un scénario, lequel repose sur un certain nombre de conditions fondamentales. Elle suppose que les facteurs qui ont permis à des pays comme la Corée, Taiwan ou le Portugal d'accéder, en une génération, au statut de pays industrialisés pourront être transposés à une toute autre échelle à la Chine, l'Inde ou la Russie. Ainsi **le rattrapage des BRICs est largement conditionné par un ensemble de facteurs autant internes qu'externes** : le maintien de l'ouverture des marchés internationaux ; l'accès aux ressources naturelles (une composante clé pour l'Inde et la Chine) ; l'absence de grands conflits internationaux ; la mise en place d'institutions et de politiques appropriées ; le développement du capital humain.

A ce titre, bien que chacun des BRIC enregistre une croissance solide, chaque pays a ses particularités.

La Russie : de forts atouts mais des enjeux de taille.

L'économie russe est aujourd'hui largement soutenue par l'importance de la production des matières premières, dans un contexte de prix historiquement élevés. La Russie est aujourd'hui le premier pays producteur de gaz (elle détient 1/4 des réserves mondiales) et le second pour le

pétrole. Si les **matières premières constituent certes un atout considérable dans un monde qui en manque, elles sont également un facteur de risque.**

En effet, la Russie reste vulnérable à un retournement des cours. Sans oublier le risque à moyen terme de détérioration la compétitivité des autres secteurs productifs, la manne financière que constituent les matières premières provoquant une appréciation des taux de change. Au final, La Russie risque de se retrouver dans une situation similaire à celle aujourd'hui du Venezuela, avec un secteur rentier certes extrêmement prospère, mais avec un secteur industriel « traditionnel » atrophié du fait même de son manque de compétitivité. **Les autorités Russes ont pris conscience de ces difficultés et ont conduit de nombreuses réformes afin de dynamiser leur développement économique et de réduire la dépendance au prix des matières premières.** La Russie s'est ainsi engagée dans un processus accéléré de remboursement de sa dette. Elle a également constitué en 2004 un fonds de stabilisation alimenté par les surprofits provenant des ventes de pétrole, fonds qui pourrait s'élever à 800 millions de dollars en 2030 selon l'OCDE.

À l'enjeu économique, s'ajoute l'enjeu démographique. Selon les projections de l'ONU, la population Russe devrait passer de 143 millions d'habitants à 110 millions en 2050 (alors que la population française va croître légèrement sur la même période). Comment expliquer cet effondrement démographique ? **La Russie a une natalité de pays développés et une mortalité de pays en développement.** L'espérance de vie masculine est aujourd'hui de l'ordre de 59 ans. La Russie se mobilise autour de la dépopulation, et investit à nouveau dans son système de santé ; mais elle ne restera pas durablement un pays attractif pour les investisseurs sans une inflexion de sa situation démographique.

Se pose également la question des institutions et du rôle de l'Etat dans l'économie russe. **La Russie a fait le choix, dans les années 90, d'écarter les étrangers du capital des grandes entreprises.** Or les étrangers n'étant pas les bienvenus, l'Etat n'a pas hésité à céder – de manière plus au moins opaque – ce capital à des propriétaires russes qui n'étaient pas toujours recommandables. Ce « péché originel » pèse aujourd'hui sur la situation de nombre d'entreprises, qui peuvent désormais être menacées d'une expropriation par l'Etat. **Or, il ne faut pas oublier que l'Etat russe est également un des plus corrompus du monde.** Ainsi la reprise en main de certains grands groupes stratégiques, opérée depuis quelques années, loin d'être un gage de modernisation accélérée, peut au contraire contribuer à la dégradation de la gestion de ces entreprises. Heureusement, les « barons rouges » qui dirigeaient les conglomérats soviétiques ont disparu et s'installent à la tête des entreprises russes une nouvelle génération de managers.

La question de l'identité nationale constitue également un fort enjeu pour la Russie. En effet, **la Russie n'a de cesse, depuis l'effondrement de l'empire soviétique, de chercher à reconstruire une identité,** recherche qui repose sur des non-dits. La mémoire sélective dont la Russie fait preuve à l'égard du passé soviétique aujourd'hui alimente aujourd'hui un certain nombre de malentendus avec les pays de l'ex-URSS. Comment développer des relations saines ou amicales avec l'Ukraine alors qu'une majorité de Russes ignore que 6 millions d'Ukrainiens sont morts de la famine sous le régime de Staline ? Sans parler des relations avec l'occident, certains dirigeants Russes ayant développé une mentalité de « forteresse assiégée », sentiment qui s'est manifesté par exemple lors de l'extension de l'OTAN jusqu'aux portes de la Russie, ou encore récemment, lors du rejet de l'offre Servestal sur Arcelor). **Mais si ces facteurs de crispation identitaires sont un sujet de préoccupation**

pour l'avenir, force est de constater que nombreux sont les Russes qui, lassés des aventures de l'ère soviétique, aspirent à plus de prospérité.

Enfin, la Russie est aujourd'hui un pays européen. 80% de sa population vit à l'ouest de l'Oural. Plus de la moitié des échanges commerciaux sont réalisés avec la Communauté Européenne. Or, la Chine et l'Inde devraient prendre de plus en plus de poids. La Chine est d'ores et déjà le deuxième partenaire commercial de la Russie (derrière l'Allemagne) et le **centre de gravité économique de la Russie devrait basculer de l'Europe vers l'Asie.**

Inde-Chine: La course-poursuite de deux géants.

L'Inde et la Chine représentent plus du tiers de la population mondiale. Plus important encore, leur taux de croissance économique ne cesse de s'accélérer depuis 1965, pour atteindre actuellement 8-10% en Chine et environ 7-8% en Inde. Mais cette différence de croissance a suffi pour qu'un fossé se soit creusé entre ces deux pays : avec le même PIB il y a 25 ans, la Chine a aujourd'hui trois fois le PIB de l'Inde. Si de nombreux économistes parlent aujourd'hui de l'économie de l'Inde et de la Chine comme s'ils s'agissaient de deux pays comparables, ils ne jouent pas en réalité dans la même ligue.

Leur point commun par contre est d'avoir engagé une série de réformes de marché à peu près au même moment au cours de la décennie quatre-vingt. Plus précoces, les réformes en Chine ont en outre été basées essentiellement sur l'ouverture externe pour compenser le défaut d'entreprises domestiques véritables. L'Inde, à la même époque, a également engagé un certain nombre de réformes, mais elles ont consisté avant tout à libéraliser le marché domestique. **Ainsi, si la réforme chinoise se traduit par une ouverture du pays – les échanges extérieurs devenant le moteur de la croissance – les réformes introduites en Inde ont été moins visibles dans un premier temps à l'échelle de l'économie mondiale.**

Alors qu'on a tendance souvent à privilégier une explication en termes de changement idéologique, dans les deux cas, les réformes engagées sont largement une réponse aux défis démographiques, liés d'ailleurs non pas tant à l'évolution globale de la population qu'à la transition démographique en cours dans ces deux pays. Cette transition a certes une composante biologique mais du point de vue de l'économiste, c'est le mécanisme de la « fenêtre d'opportunité démographique » qui est pertinent. On désigne par là une période clé dans l'histoire économique des nations pendant laquelle le rythme de croissance de la population d'âge actif augmente plus rapidement que celui de la population totale. Pour bénéficier à plein du potentiel économique ainsi dégagé en ressources humaines, l'Inde comme la Chine ont du engager des réformes essentielles pour absorber l'afflux de main d'œuvre sur le marché du travail, éviter des troubles sociaux **et enclencher le cercle vertueux reliant accroissement de l'épargne, élévation rapide du taux d'investissement et enfin élargissement de la demande domestique comme étrangère. La conséquence, notamment en économie ouverte, est une accélération rapide des gains de productivité et un rattrapage d'autant plus rapide sur les économies avancées.**

La Chine a connu une transition démographique accélérée, du fait notamment de la politique de l'enfant unique et celle-ci est désormais presque achevée. Ceci explique que le pays soit si préoccupé de maintenir un taux de croissance maximal car il ne dispose que de peu de temps pour maintenir rattraper son retard par rapport aux pays industrialisés, Passée la « fenêtre d'opportunité démographique », la Chine sera rapidement confrontée aux mécanismes bien connus liés au vieillissement des populations. Par contre, si la Chine

atteindra son pic de population active en 2010, celui-ci ne devrait être atteint pour l'Inde qu'en 2040-2050. **Le temps semble ainsi jouer en faveur de l'Inde** qui a régulé d'une façon plus graduelle sa transition démographique.

La conséquence pour l'économie mondiale est que ces deux géants asiatiques, ouverts désormais sur le monde, apportent une quantité de travail qui bouleverse les équilibres mondiaux. Depuis 1980, la Chine a apporté environ 300 millions d'actifs sur le marché du travail. En Chine comme en Inde, il y a 200 millions de 15-24 ans, en train d'arriver sur le marché du travail. Il ne faudrait pas croire toutefois que la population active de demain se situe moins en Chine qu'en Inde. Seule importe en effet la population active dans les zones urbaines, celle qui travaille effectivement dans les secteurs économiques modernes. Or, 70% de la population indienne demeure rurale et n'est de ce fait que très peu intégrée à l'économie internationale ou domestique. La population urbaine chinoise quant à elle, devrait continuer à croître régulièrement entre 2005 et 2025 et, en raison notamment de l'exode rural, 30 millions d'emplois devraient être créés chaque année dans le secteur moderne pour faire face à la demande de travail. Si les courbes de population active totale de la Chine et de l'Inde devaient se rejoindre en 2025, même à cette date, la Chine compterait deux fois plus d'emplois urbains que l'Inde.

La Chine restera donc « l'usine du monde » et l'impact de l'Inde devrait rester plus limité, même s'il devrait se faire sentir fortement dans certains domaines. L'Inde a ainsi développé une stratégie offensive dans les services qui lui a permis de conquérir près de la moitié de l'outsourcing offshore mondial. Compte tenu de la nouvelle tendance dans ce domaine, rien ne permet de minimiser le choc indien sur les entreprises informatiques et de services aux entreprises plus largement.

L'Inde et la Chine ont développé des modèles de croissance sensiblement différents, visibles quand on compare les taux d'ouverture des économies (échanges/ PIB). Le modèle Chinois est basé sur l'ouverture internationale, modèle qui résulte du fait qu'il n'existe pas d'entreprises au sens propre du terme en Chine. Ce pays a disposé pendant longtemps uniquement d'usines. L'Inde, au contraire, bénéficie sur le plan micro-économique d'un puissant réseau d'entreprises solides, qui lui permet de suivre un développement plus auto-centré même si les grands groupes indiens, confrontés à la mondialisation, adoptent aujourd'hui de plus en plus une posture offensive à l'internationale.

Autre différence notoire entre les deux pays, leur géographie économique. **L'Inde est un pays fédéral, autocentré et structuré autour d'un axe de croissance situé entre Delhi au nord et Bangalore-Chennai au sud, en gros là encore une géographie tournée vers l'intérieur. La démocratie Indienne a d'autres impératifs que la Chine qui s'est quant à elle intégrée à la division asiatique du travail, en développant exclusivement ses zones cotières.**

Pour terminer, il faut prendre les projections à l'horizon 2050 avec très grande prudence. Aucune des projections élaborées dans les années 70 ne s'est ainsi confirmée comme chacun le sait. L'exercice des projections correspond à une méthode tout à fait utile mais qui impose de retenir un cadre linéaire sur une longue période. Or l'histoire économique des nations montre qu'elle est rarement linéaire. De ce point de vue, la méthode des scénarios semble beaucoup plus riche à la fois quant aux résultats mais surtout en termes de cheminement pour cerner les points critiques et les possibles divergences de trajectoires. Des études économiques réalisées sur l'Inde ont ainsi mis en lumière un jeu très instructif de trois scénarios qui

croisent des jeux de variables internes et de degré d'intégration dans l'économie mondiale. Le premier scénario, intitulé « *Bolly World* », retrouve certains enseignements du modèle Brésilien de « croissance excluante » à l'œuvre dans ce pays dans les années 60. Il montre une forte intégration de l'Inde à l'économie mondiale couplée à une croissance très rapide mais en faveur de quelques centres de sorte que seule une partie de la population bénéficie de l'ouverture du pays. Ce modèle posant des problèmes de soutenabilité politique et de limite interne à la croissance du marché domestique, la croissance pourrait culminer en 2010 pour retomber ensuite. Le second scénario « *Atakta Bharat* » se situe à un autre extrême. Il retient un scénario politique et social plutôt conflictuel, avec une isolation progressive du pays, de sorte que la croissance ne dépasserait pas en moyenne 4-5% l'an. Le dernier scénario, « *Pahale India* » serait plus équilibré et reposerait sur une intégration de l'Inde au marché mondial accompagnée d'une forte redistribution des revenus en faveur des pauvres. Ce serait le scénario le plus favorable en termes de croissance avec des pics potentiels à 10% par an.. Mais pour cela, l'Inde se doit d'investir massivement dans les infrastructures et l'éducation. Comment développer une économie moderne alors que 50% de la population est analphabète ?

Conclusion

L'économie mondiale a été fortement bouleversée ces 25 dernières années, bouleversements que les pays développés peinent à comprendre. De nouveaux acteurs, de nouveaux types de capitalisme ont rapidement émergé depuis la fin du communisme notamment. Les BRICs jouent bien désormais un rôle prééminent, même s'il ne faudrait pas occulter des pays ou des ensembles d'importance potentiellement comparable à la Russie ou au Brésil, comme le Mexique ou la Corée.

Mais les projections à très long terme doivent être considérées avec prudence. De nombreuses incertitudes démographiques subsistent. Sans parler des incertitudes qui pèsent sur les conditions et le rythme du rattrapage économique à long terme. Il semble donc préférable de les combiner avec des exercices en termes de scénarios. Ce qui nous ramène alors en général à un raccourcissement de la période de projection. Une vision des BRIC à l'horizon 2015 fait ainsi apparaître des évolutions sensibles, mais beaucoup moins spectaculaires.

DEBAT

Les pays cités ont besoin d'un système bancaire solide pour financer leur croissance. L'Inde, la Chine ou la Russie peuvent-ils être confrontés à une crise similaire à celle qui a frappé l'Asie du Sud Est en octobre 1998 ? L'opacité du sujet semble pour le moins préoccupante.

Jean-Joseph BOILLOT rappelle que la crise susmentionnée n'a pas touchée la Chine et l'Inde, qui étaient restées relativement fermées. Les structures bancaires des autres pays asiatiques n'ont pas été en mesure d'absorber le choc de la libéralisation, les institutions internationales ayant imposé à ces pays de s'ouvrir rapidement aux flux financiers et cela alors qu'ils ne disposaient pas encore d'un système bancaire solide. La Chine et l'Inde abordent prudemment l'ouverture de leur système bancaire, et attendent de la réformer avant de procéder à une large libéralisation, ce qui est sage.

La Chine dispose de réserves de change colossales. Ce système n'est-il pas voué à l'échec ?

Quel est le niveau optimal des réserves de change ? Cette question demeure très controversée. Il ne faut pas oublier que les dirigeants chinois raisonnent sur le long terme. De ce point de vue, le niveau des réserves n'est pas « anormal ». S'il pose certes des problèmes de gestion, mais la Chine dispose de passifs phénoménaux : ses banques et ses comptes de sécurité sociale. La Chine entend utiliser ses ressources afin de faire face au choc, lequel est inévitable. **François BENAROYA** rappelle que les réserves accumulées par la Chine ou la Russie peuvent continuer de croître tant qu'en face, les Etats-Unis accumulent de la dette.

La vitalité d'une zone économique est liée à sa capacité à se projeter dans l'avenir. Pour cela elle doit développer la recherche fondamentale. Quelle est l'évolution de la recherche dans les pays BRIC ?

La Russie a été au temps de l'URSS un géant scientifique. Mais ce pays a perdu en moins d'une décennie la moitié de ses chercheurs. L'effort de recherche y est devenu relativement faible, malgré une relance récente. **Jean-Joseph BOILLOT** a le sentiment que l'Inde et la Chine vont adopter progressivement des politiques volontaristes de recherche nationale. Ils ont, par ailleurs, développé une stratégie pour le moins astucieuse laquelle a consisté à envoyer leurs cerveaux dans les plus grandes universités, sans obligation de retour. La recherche fondamentale dans ces deux pays progresse. L'Inde a conservé des départements de recherche publique, assez peu dotés, mais qui fonctionnent car même si les chercheurs disposent de salaires largement inférieurs aux niveaux occidentaux, ils bénéficient d'un pouvoir d'achat suffisant. S'agissant de la Chine, la révolution culturelle a détruit la totalité des centres de recherche dont disposait le pays. L'Etat central n'hésite pas aujourd'hui à doter les universités et les centres de recherche de moyens considérables. L'Etat va jusqu'à financer le retour des chercheurs expatriés, l'objectif étant de développer une nouvelle structure de recherche et de développement. Mais ces pays ne seront pas à court terme une menace pour les activités de recherche et de développement des pays industrialisés.

Ces pays ont bénéficié de leur ouverture sur le commerce international. Or, ne risquent-ils pas de se refermer à l'image de certains pays d'Amérique Latine ?

François BENAROYA rappelle que ces pays se considèrent comme des « grands pays » qui ont vocation à être des acteurs sur la scène internationale. De ce fait, ils n'hésitent pas – malgré une politique extravertie – à préserver un certain nombre de secteurs considérés

comme stratégiques. Ainsi, s'agissant du secteur bancaire, ces trois pays continuent à développer une politique d'ouverture prudente. Dans ce contexte, le risque d'une fermeture brutale semble faible. **Jean-Joseph BOILLOT** rappelle que lors d'un récent sondage, environ 70% des Chinois ou Indiens interrogés étaient favorables à l'économie de marché. Seuls 35% des Français y sont favorables. Les pays BRIC considèrent être les gagnants du libre-échange. Risque-t-ils de se fermer ? La question n'est pas là. C'est du côté des pays riches qu'est aujourd'hui le risque de fermeture.

